
Dossier Kulturerbejahr



2018, une année célébrant le patrimoine culturel

(ff) En mai 2017, le Parlement européen et le Conseil de l'Union européenne ont adopté officiellement la Décision proclamant 2018 «Année européenne du patrimoine culturel». La Suisse participe à l'événement et de nombreuses initiatives sont lancées à travers le pays pour montrer que le patrimoine culturel contribue à l'élaboration de notre identité et à notre bien-être et rappeler que sa conservation et son développement exigent un engagement de chacun et de la société dans son ensemble. Le dossier ci-après offre l'occasion de réfléchir sur les différentes facettes du patrimoine culturel de Suisse et présente quelques-unes des actions mises en œuvre à l'occasion de l'année 2018 qui le célèbre.

Le volet suisse de l'Année européenne du patrimoine culturel 2018 est placé sous le patronage du président de la Confédération, Alain Berset, qui a ouvert officiellement l'événement à Berne en date du 18 décembre 2017. Dans son article, Oliver Martin, chef de la Section Patrimoine culturel et Monuments historiques de l'Office fédéral de la culture (OFC), mentionne les différentes initiatives de l'Office mises sur pied à l'occasion de cette année, comme une conférence informelle des ministres européens de la culture, qui s'est tenue à l'invitation d'Alain Berset en amont du WEF à Davos sur le thème «Vers une culture du bâti de qualité pour l'Europe», ou un concours public d'idées invitant chacun et chacune à faire des propositions sur la manière de découvrir et de préserver le patrimoine culturel. Par ailleurs, le Conseil fédéral souhaite, toujours dans le cadre de l'Année européenne du patrimoine, ratifier deux accords internationaux importants: la Convention-cadre du Conseil de l'Europe de 2005 sur la valeur du patrimoine culturel pour la société (Convention de Faro) et la Convention de l'Unesco de 2001 sur la protection du patrimoine subaquatique. Ces deux textes visent à enrayer efficacement le pillage et mettre en place des stratégies durables pour préserver et développer le patrimoine culturel.

Dossier Kulturerbejahr

43

- 43** 2018, une année célébrant le patrimoine culturel
- 46** Das Kulturerbejahr 2018 in der Schweiz
Oliver Martin
- 48** Die Zivilgesellschaft in den Vordergrund stellen
Patrick Schoeck-Ritschard
- 50** Wie entsteht «Kulturerbe»? *Dieter Schnell*
- 52** Kulturerbe und politische Machtkämpfe
Cordula M. Kessler und Boris Schibler
- 54** Der Boden als kulturelles Gedächtnis
Thomas Reitmaier
- 56** Kulturerbe beim Burgenverein. *Daniel Gutscher*
- 58** Theater als Schnittstelle von materiellem und immateriellem Kulturerbe
Beate Hochholding-Reiterer
- 60** Kultur erben: Von Dingen und Menschen
Sabine Eggmann
- 62** Patrimoine numérique – patrimoine dématérialisé
Nicole Bauermeister
- 64** Handschriften – das unentdeckte Kulturerbe
Christoph Flüeler
- 66** Publikationshinweis

44 **Pourquoi et pour qui conserver et développer le patrimoine culturel?**

La Convention de Faro, comme le rappelle Patrick Schoeck-Ritschard dans son article, propose un changement de perspective: alors que la communauté des spécialistes s'est préoccupée pendant des décennies de savoir *comment* protéger et conserver les biens culturels, il s'agit désormais d'aborder la question du *pourquoi* et du *pour qui* transmettre le patrimoine, autrement dit comment rendre plus visibles, d'une part, les raisons pour lesquelles le patrimoine culturel est important et, d'autre part, les personnes pour lesquelles il est important. C'est notamment autour de cette double question que gravite la campagne #Patrimoine2018 coordonnée par l'Association Année du patrimoine culturel 2018 que préside Patrick Schoeck-Ritschard et qui regroupe une trentaine d'organisations dans le domaine de la conservation et du développement du patrimoine culturel en Suisse. Sous la devise «Regarde!», cette campagne souhaite que les valeurs et l'importance du patrimoine culturel soient rendues plus visibles et plus expérimentales. Elle invite l'ensemble de la population suisse à regarder le patrimoine de plus près, à proposer des idées et à contribuer activement à l'organisation de cette année. En tout, ce ne sont pas moins de 1000 événements qui sont prévus dans toute la Suisse. La célébration du patrimoine culturel offre l'occasion idéale de rassembler les forces, de rapprocher le patrimoine du quotidien de la population et de réfléchir à la contribution essentielle qu'il peut apporter à l'économie et au développement démocratique et durable de la société.

Le patrimoine culturel comme ressource pour le futur et pour l'innovation

Savoir tirer parti des expériences du passé pour mieux appréhender le futur. Voilà ce que devrait aussi nous enseigner le patrimoine culturel. Sabine Eggmann, directrice de la Société suisse des traditions populaires, souligne que le passé n'est pas seulement de l'histoire

ancienne, pas davantage que la culture n'est qu'héritage. Le patrimoine culturel est une ressource et un potentiel pour le futur dans la mesure où il offre un matériau de réflexion pour des développements contemporains. Le patrimoine culturel est une histoire racontée qui fait le pont entre le passé et le futur et qui participe de la politique identitaire de notre société. Le propos de Thomas Reitmaier, vice-président d'Archéologie suisse et membre du Comité de l'Association Année du patrimoine culturel 2018, va dans le même sens: les monuments culturels en tant que lieux de mémoire sont un trésor d'expériences précieux, ils incarnent un savoir sans lequel il serait impossible de faire avancer l'innovation. Ainsi, l'archéologie peut nous aider à appréhender les problèmes actuels car les changements climatiques et environnementaux, les migrations, les rencontres conflictuelles entre cultures et religions différentes ne datent pas d'aujourd'hui. Notre sol garde la trace de phénomènes semblables survenus il y a des millénaires. L'Année du patrimoine culturel est l'occasion de sensibiliser le plus grand nombre à la complexité et aux possibilités offertes pour l'avenir par le patrimoine culturel, elle s'adresse ainsi notamment aux «héritiers de l'héritage», à savoir aux jeunes générations, ainsi qu'aux personnes qui n'ont guère eu accès jusqu'à présent au patrimoine culturel.

Le patrimoine numérisé

La question de l'innovation soulève une autre facette du patrimoine traitée dans ce dossier, celle du patrimoine digitalisé, virtualisé ou «dématérialisé», pour reprendre l'expression de Nicole Bauermeister, directrice de la Société d'histoire de l'art en Suisse. Photos 360 degrés, bases de données reliées, contenus multimédias ou encore applications pour smartphones, voilà autant d'outils numériques qui, bien qu'«évanescents par essence, peuvent contribuer à la pérennisation d'une réalité aussi matérielle que celle du patrimoine artistique et bâti». Si les nouveaux médias nous permettent de «faire vivre

le patrimoine culturel dans la réalité d'aujourd'hui, y compris sous la forme «augmentée» que la technologie nous offre», ils donnent aussi au plus grand nombre la chance d'y avoir accès partout et en tout temps. La numérisation a permis de faire évoluer un accès au savoir qui était resté longtemps réservé à une élite relativement restreinte, comme le souligne Christoph Flüeler, directeur du projet e-codices dont le but est de mettre à disposition tous les manuscrits médiévaux et une sélection de manuscrits modernes en Suisse dans une bibliothèque virtuelle. La plateforme en ligne, qui ne cesse d'être enrichie et qui permet à chacun, depuis son fauteuil, d'admirer et d'étudier des manuscrits sans crainte de les abîmer, enregistre déjà plus de 200 000 visites annuelles et ce chiffre ne cesse de croître. Une véritable révolution pour un domaine longtemps réservé à un cercle limité d'initiés. Le patrimoine numérisé permet ainsi de réaliser l'un des buts de l'Année du patrimoine culturel, à savoir toucher un public le plus large possible.

A l'interface entre patrimoine (ou héritage?) culturel immatériel et matériel

Le patrimoine n'est pas seulement matériel, ou «dématérialisé» quand il est numérisé, il est aussi, évidemment, immatériel. Les deux facettes, d'ailleurs, sont bien souvent indissociables l'une de l'autre, comme en témoignent plusieurs auteurs de ce dossier dans leurs disciplines respectives, ainsi Beate Hochholdinger-Reiterer, professeure d'études théâtrales à l'Université de Berne et membre du Comité de la Société suisse du théâtre, et Daniel Gutscher, président de l'Association suisse châteaux forts, notamment. Ces deux grandes catégories du patrimoine culturel nous amènent par ailleurs à réfléchir, avec Dieter Schnell, professeur de théorie culturelle et de conservation des monuments à la Haute école spécialisée bernoise, à l'histoire et au concept même de patrimoine culturel. (L'occasion pour nous de relever qu'il est bien question d'un *héritage* pour les germanophones et les anglophones – *Kulturerbe*, *cultural*

heritage – et non pas d'un *patrimoine*. Une réflexion plus approfondie serait nécessaire pour démêler ces deux notions et leurs fortunes diverses dans nos langues respectives, mais là n'est pas le propos de ce dossier...)

Une série de manifestations pour partir à la découverte des multiples facettes du patrimoine culturel suisse

Patrimoine ou héritage culturel, c'est bien sur les imbrications et les interactions entre ses pans matériel et immatériel qu'a notamment souhaité mettre l'accent l'ASSH en lançant, sur proposition de et en collaboration avec le Centre national d'information sur le patrimoine culturel (NIKE), son cycle de manifestations «Les multiples facettes du patrimoine / Kulturerbe total», qui constitue la cinquième série sous le label «La Suisse existe – La Suisse n'existe pas». La thématique du patrimoine culturel, à la fois vaste et actuelle, a rencontré un bel écho auprès des sociétés membres de l'Académie. Un programme d'une quinzaine de manifestations réparties tout au long de l'année 2018 a pu être mis sur pied. L'ASSH se joint ainsi à la campagne #Patrimoine2018, qui invite la population à regarder de plus près son patrimoine culturel, et souhaite que cette série de manifestations offre l'occasion à un très large public de partir à la (re)découverte des multiples facettes de l'héritage culturel matériel et immatériel de la Suisse.

Plus d'informations

- sur la série de manifestations de l'ASSH: www.lasuissexistepas.ch
- sur la campagne #Patrimoine2018 de l'Association Année du patrimoine culturel 2018: www.patrimoine2018.ch

Das Kulturerbejahr 2018 in der Schweiz

Oliver Martin, Bundesamt für Kultur

46

Der Bund nimmt das Jahr zum Anlass, auf den Wert des Kulturerbes für die Gesellschaft aufmerksam zu machen. Er unterstützt die nationale Kommunikationskampagne und trägt mit eigenen Initiativen und Projekten zu einem nachhaltigen und breitenwirksamen Angebot bei.

Die Pflege, die Erhaltung und die Weiterentwicklung des kulturellen Erbes stellt die Gesellschaft vor Herausforderungen, die nicht an den Landesgrenzen haltmachen. Das haben unsere europäischen Nachbarn und Freunde erkannt, als sie die Initiative für das Kulturerbejahr ergriffen. In der Schweiz bietet das Jahr die Gelegenheit, selbstbewusst für das Kulturerbe in all seinem Reichtum einzustehen. Deshalb hat der Bund die Teilnahme der Schweiz am Europäischen Kulturerbejahr in die Wege geleitet und unterstützt die nationale Kampagne, die unter dem Patronat von Bundespräsident Alain Berset steht.

Vom 21. bis 22. Januar 2018 fand auf Einladung von Bundespräsident Alain Berset in Davos eine Konferenz der europäischen Kulturministerinnen und Kulturminister statt. Sie tagten im Vorfeld des Annual Meetings des World Economic Forum (WEF). Unter dem Titel «Eine hohe Baukultur für Europa» beleuchtete sie die zentrale Rolle der Kultur für die Qualität des Lebensraums und zeigte Wege auf, wie eine hohe Baukultur in Europa verankert und gefördert werden kann. Die Ergebnisse der Konferenz wurden in einer Erklärung festgehalten.

Ebenfalls im Kontext des Europäischen Kulturerbejahres 2018 regt der Bundesrat die Ratifizierung zweier wich-

tiger internationaler Abkommen an: das Rahmenübereinkommen des Europarats von 2005 über den Wert des Kulturerbes für die Gesellschaft (Konvention von Faro) sowie das Übereinkommen der UNESCO von 2001 über den Schutz des Unterwasser-Kulturerbes. Die Konventionen sehen einen wirksamen Schutz vor Plünderung sowie nachhaltige Erhaltungs- und Entwicklungsstrategien für das Kulturerbe vor. Am 8. November 2017 hat der Bundesrat die Vernehmlassung dazu eröffnet. Diese läuft noch bis zum 14. März 2018.

Kulturerbe für alle

Im Kulturerbejahr sind alle Menschen dazu aufgerufen, sich aktiv an der Pflege, der Erhaltung und der Weiterentwicklung des kulturellen Erbes zu beteiligen. Das funktioniert nur, wenn sich auch die Fachwelt und die Behörden einer echten, ergebnisoffenen Diskussion stellen. Dies setzt Offenheit für Veränderungen voraus. Mehr Menschen am Kulturerbe teilhaben zu lassen, bedeutet auch, ein Stück Kontrolle und ein Stück Deutungshoheit abzugeben.

Um die Arbeit am Kulturerbe von den Schreibtischen der Expertinnen und Experten in den Alltag der Menschen zu bringen, schreibt das Bundesamt für Kultur 2018 den Ideen- und Projektwettbewerb «Kulturerbe für alle» aus: Die gesamte Bevölkerung entscheidet mit, welche Projekte der Bund im Kulturerbejahr unterstützen wird. Bis zum 25. März 2018 können alle auf einer partizipativen Online-Plattform Ideen eingeben, die Ideen der anderen diskutieren und dabei helfen, diese weiterzu-

entwickeln. Es geht dabei um die Fragen: Wie kann Kulturerbe den gesellschaftlichen Zusammenhalt fördern? Wie sehen neue Formen seiner Nutzung und Belebung aus? Wie kann es spannend vermittelt und besser sichtbar gemacht werden? Die Ideen, die aus diesem mehrstufigen, kollaborativen Prozess siegreich hervorgehen, werden ab Mai 2018 in einem Projektwettbewerb zu konkreten Projekten geformt und mit Unterstützung des Bundes umgesetzt.

Neben dem Engagement des Bundes gibt es auch eine breit abgestützte zivilgesellschaftliche Koalition, die sich für das Kulturerbejahr starkmacht. Dank diesen starken Partnerinnen und Partnern können wir 2018 viel mehr Menschen als bisher erreichen und deutlich machen, dass die Arbeit von Denkmalpflegerinnen, Archäologen, Ortsbildschützern, Inventarisatorinnen, Museumsdirektoren und Trägern von lebendigen Traditionen nicht Selbstzweck ist, sondern Mehrwerte für die ganze Bevölkerung schafft. Unser Ziel ist es, diese Mehrwerte besser als bisher sichtbar zu machen.

Weitere Informationen

Erklärung von Davos: www.davosdeclaration2018.ch

Internationale Konventionen: <https://www.edi.admin.ch/edi/de/home/dokumentation/mm.msg-id-68697.html>

Wettbewerb: www.kulturerbefueralle.ch

Zum Autor

Oliver Martin



Dr. Oliver Martin promovierte an der ETH Zürich in Architektur und war danach in verschiedenen Funktionen beim Bundesamt für Kultur BAK tätig. Seit 2012 leitet er die Sektion Heimatschutz und Denkmalpflege und vertritt das BAK in mehreren internationalen Organisationen. 2017 wurde er zum Präsidenten des Rats des Internationalen Forschungszentrums

für Denkmalpflege und Restaurierung von Kulturgütern ICCROM gewählt.

Die Zivilgesellschaft in den Vordergrund stellen

Patrick Schoeck-Ritschard, Präsident des Trägervereins
Kulturerbejahr 2018

48

In einer Zeit der rasanten Veränderung werden scheinbar selbstverständliche gesellschaftliche Konventionen infrage gestellt. Das Europäische Kulturerbejahr kommt zur rechten Zeit und bietet die Gelegenheit, sich auf breiter Basis mit diesen neuen Herausforderungen auseinanderzusetzen. Die nationale Kampagne «#Kulturerbe2018 – schau hin!» will diese Chance nutzen und gegen innen wie gegen aussen neue Impulse setzen.

Auf den ersten Blick könnte man meinen, es stehe bestens um das Kulturerbe: Aktuelle Befragungen zeigen, dass über 90 Prozent der Schweizer Bevölkerung das gemeinsame kulturelle Erbe grundsätzlich als schützenswertes Gut betrachten; die Menschen lassen sich von der touristischen Vermarktung des Kulturerbes inspirieren, strömen in die Sonderausstellungen der grossen Museen, geniessen den Besuch von Altstädten und traditionellen Festen oder kleiden sich als Römerinnen und mittelalterliche Handwerker.

Nur: Dieser ungemein beliebte Konsum des Kulturerbes geht nicht – oder nicht mehr – mit der Übernahme einer gesellschaftlichen Verantwortung einher. Traditionsreiche Vereine, die das Kulturerbe in der Zivilgesellschaft verankern, finden keinen Nachwuchs, und Sparmassnahmen und die Forderung nach einer Aufweichung von Gesetzen stellen die bisherigen Errungenschaften auf den Prüfstand.

Unter diesen zwiespältigen Voraussetzungen kommt das Europäische Jahr des Kulturerbes 2018 zur rechten Zeit. Es bietet den idealen Anlass zur Sammlung der Kräfte, zur Reflexion über die sichtbaren Herausforderungen. Letztlich sollte es einen Beitrag an die Beantwortung der

Frage leisten, wie die im Umfeld des Kulturerbes aktiven Kräfte den sich abzeichnenden Erosionsprozessen erfolgreich begegnen können.

Kommunikation gegen innen: Warum und für wen?

Ein Leitgedanke bei der Umsetzung des Kulturerbejahres 2018 in der Schweiz bildet die 2005 vom Europarat verabschiedete Konvention von Faro, die voraussichtlich 2018 in den eidgenössischen Räten diskutiert werden wird. Die Konvention verlangt einen Perspektivenwechsel: Die Fachwelt hat sich über Jahrzehnte damit auseinandergesetzt, wie das Kulturerbe erhalten werden kann. Faro will, dass neben dem «Wie» auch das «Warum» und «Für wen» reflektiert wird. Gefordert ist eine Teilhabe der gesamten Gesellschaft am Kulturerbe. Um diesen Wunsch zu erfüllen, braucht es teilweise radikal neue Ansätze und Zugänge – besonders in der Vermittlung über die bisherigen Zielgruppen hinaus.

Einen ersten Schritt haben über 30 nationale Organisationen gemacht: Sie haben sich erstmals gemeinsam zu einer breiten nationalen Trägerschaft zusammengeschlossen. Unter den Mitgliedern befinden sich engagierte Haus- und Oldtimerbesitzer, Heimatschutzinteressierte, Archivarinnen und Architekten wie Museumsleute, Archäologinnen oder Denkmalpflegende und Restauratoren.

Kommunikation gegen aussen: Zum Hinschauen motivieren

Das gemeinsame Motto «#Kulturerbe2018 – Schau hin!» lädt das Publikum ein, das Kulturerbe für sich zu entdecken. Das Motto will aber zugleich die teilnehmenden

Akteure – Laien wie Fachleute – motivieren, verstärkt darüber nachzudenken, wie die eigenen Leistungen für die Gesellschaft sichtbarer und fassbarer kommuniziert werden können.

Die zahlreichen Aktivitäten, die viele Organisationen heute bereits anbieten, bilden ein wertvolles Fundament, auf dem die Kampagne aufbauen kann. Die digitale Plattform www.kulturerbe2018.ch verbindet sämtliche Veranstaltungen zum Kulturerbejahr 2018 in der Schweiz und steht auch weiteren Personen und Organisationen offen. Ganz den Zielen der Konvention von Faro verpflichtet, lädt die Kampagne die Veranstaltenden ein, darüber nachzudenken, mit welchen Angeboten und Formaten ein breiteres Publikum als bisher vor Ort angesprochen werden kann.

Die Website lädt nicht nur das Publikum zu Veranstaltungen ein, sondern ermöglicht eine aktive Teilhabe an der Kampagne. Wer seinem zivilgesellschaftlichen Engagement für das Kulturerbe Ausdruck geben will, kann dies mit einem Statement tun. Ebenso bietet die Plattform die Gelegenheit, eigene Geschichten rund um das Kulturerbe mit der Gesellschaft zu teilen. Damit wird das Erbe zum persönlichen Erlebnis.

Das Kulturerbejahr 2018 versteht sich nicht als geschlossene Kampagne. Vielmehr soll die Motivation zum Perspektivenwechsel vom «Wie» hin zum «Warum» und «Für wen» zum Nachdenken anregen, mit welchen Mitteln und Methoden das Kulturerbe und seine Leistungen künftig positiv in einem gesellschaftlichen Diskurs etabliert werden können.

Zum Autor

**Patrick Schoeck-Ritschard**

Lic. phil. | Patrick Schoeck-Ritschard (* 1978)

hat an den Universitäten von Zürich und

Örebro (SWE) allgemeine Geschichte und

Kunstgeschichte studiert und ist seit 2011

stellvertretender Geschäftsleiter des

Schweizer Heimatschutzes. Daneben publiziert

er regelmässig zu Themen an der Schnittstelle

zwischen Architektur- und Kulturgeschichte.

Wie entsteht «Kulturerbe»?

Dieter Schnell, Kulturtheorie und Denkmalpflege,
Bernser Fachhochschule

50

Was von Menschen hergestellt wurde, kann irgendwann zu «Kulturerbe» für die nächsten Generationen werden. Aber nicht alles kann geschützt werden, es braucht eine Auswahl. Und nicht alles, was ausgewählt wurde, bleibt für immer ein Kulturerbe.

Das Wort «Kulturerbe» ist im deutschen Sprachraum erst seit wenigen Jahrzehnten in Gebrauch. Vermutlich ist es über den englischen Begriff «cultural heritage» ins Deutsche übertragen worden. Im Bereich des baulichen Erbes ist der Denkmalbegriff aber nicht nur deutlich älter, sondern auch heute noch gebräuchlicher. Sowohl die Denkmalpflegegesetze der einzelnen Kantone als auch die 2007 von der Eidgenössischen Kommission für Denkmalpflege formulierten Leitsätze brauchen nicht den Kulturerbe-Begriff. Auch verwenden sie in ihrer Argumentation nicht die Erbe-Metapher, sondern sprechen vom Zeugniswert oder vom historischen Wert eines Objekts. Beide Konzepte bedürfen von Anbeginn des Fachspezialisten, der die fraglichen Werte abzuschätzen und einzuordnen versteht. Die Erbe-Metapher dagegen eröffnet ein Angebot an alle und kommt zunächst ohne den Fachspezialisten aus. Genau diese Bedeutungsebene dürfte die Verantwortlichen des Kulturerbejahres bewogen haben, für einmal mit diesem Begriff zu arbeiten. Er vermag die mit dem Slogan «sharing heritage» angestrebte Breitenwirkung weit besser zu transportieren als das derzeit politisch angeschlagene Denkmal oder die leicht bildungsbürgerlich klingenden Konzepte des Zeugnis- und des historischen Werts. Kommt hinzu, dass der Begriff umfassender gemeint ist als der Denkmalbegriff, schliesst er doch auch das bewegliche, in Museen und Archiven gelagerte sowie das sich unter dem Boden befindende, archäologische Kulturgut mit ein.

Geschichte des Kulturerbes

Kulturerbe gibt es, seit es Kultur gibt. Vor der französischen Revolution haben es Herrscher und Machthaber als



War der Autofriedhof in Kaufdorf ein schützenswertes Kulturerbe, wie es der Besitzer nach dem Räumungsbefehl eingefordert hatte?

ihr Eigentum betrachtet und nach Gutdünken geschützt, gepflegt oder vernichtet. Seit der Französischen Revolution wird es als öffentliche Aufgabe einer Nation betrachtet, das eigene, nationale Kulturerbe zu schützen. Der Zweite Weltkrieg erschütterte dieses national geprägte Verständnis, so dass 1972 die Liste des «Weltkulturerbes» eingeführt wurde. Da aber dessen Verwaltung und Pflege auch heute noch in den Händen der jeweiligen Nation liegt, hat sich an der Sache selbst wohl weniger verändert als sich die Initianten erhofft haben.

Vom Kulturgut zum Kulturerbe

Die Erbe-Metapher legt nahe, dass alles Kulturgut – somit alles von Menschen Hergestellte – nach einer gewissen Zeit zu Kulturerbe wird, oder werden kann. Weil damit unsere Möglichkeiten des Schutzes und der Pflege völlig überfordert wären, braucht es Kriterien der Auswahl und eine Festlegung des Zeitabstands, wann Kulturgut zu Kulturerbe wird. Dieser Abstand bemisst sich danach, ob ein Artefakt noch als aktuell und zeitgemäss oder bereits als Relikt aus vergangenen Tagen wahrgenommen wird und damit potenziell gefährdet ist. Dieser Wahrnehmungs-

wandel hat zum einen mit Eigenschaften des Objekts selbst zu tun, zum anderen mit einer allgemeinen Wahrnehmung des Wandels. In einer als «schnellebig» empfundenen Zeit verkürzt sich der Zeitraum, der als «Gegenwart» erlebt wird, und damit der Abstand. Obwohl er also eigentlich keine Konstante ist, arbeiten Denkmalämter heute oft mit einem genau definierten Zeitmass von beispielsweise 30 Jahren oder einem gelegentlich nachrückenden festen Datum (z.B. bis zum 2. Weltkrieg; vor 1980).

Zusammen mit der Verwaltung und Pflege ist auch die Auswahl des Kulturerbes als ein öffentliches Interesse an öffentliche Institutionen wie Denkmalamt, Museum oder Archiv übertragen. Im Bereich der Denkmalpflege werden Gebäude nach ihrem historischen Zeugniswert ausgewählt. Dazu zählen Objekte, die künstlerisch, sozial oder technisch bedeutsam sind oder waren, die ein bedeutendes Ereignis oder eine wichtige Persönlichkeit beherbergt haben. Dabei gilt ein guterhaltenes Objekt mehr als ein mehrfach verändertes, ein selten gewordener Bautyp

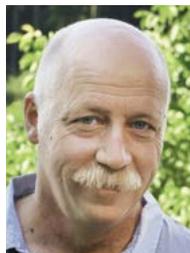
mehr als ein häufiger. Während der historische Zeugniswert lange Zeit nur Bauten der Hochkultur (Kirchen, Schlösser usw.) zugesprochen worden ist, haben sich parallel zum Wandel des Geschichtsbildes im Umfeld der «Nouvelle Histoire» auch die Auswahlkriterien erweitert, so dass heute auch Wohnhäuser der Unterschichten, Fabrikations- oder Infrastrukturanlagen auf den Denkmälerlisten stehen.

Einmal Kulturerbe – immer Kulturerbe?

Jedes Kulturerbe kann seinen Status wieder verlieren. Grund kann sein, dass es durch ein Ereignis allzu grossen Schaden genommen hat. Ein weiterer Grund kann eine juristische Werteabwägung sein. Allein der Wandel der Aufnahmekriterien dürfte nur selten zu Ausschlüssen führen, weil die alte Wertschätzung die neuen Kriterien relativiert. Das Wissen darum, dass jeder Ausschluss irreversibel ist, dürfte die Entscheidungsträger Zurückhaltung üben lassen.

Zum Autor

Dieter Schnell



PD Dr. Dieter Schnell ist Professor für Kulturtheorie und Denkmalpflege an der Berner Fachhochschule, wo er auch den MAS Denkmalpflege und Umnutzung leitet. Er ist zudem Privatdozent für Architekturgeschichte an der Universität Bern. Er publiziert über die Berner und Schweizer Architektur seit 1700 sowie über Fragen der Denkmalpflegetheorie.

Kulturerbe und politische Machtkämpfe

Cordula M. Kessler, Boris Schibler, Nationale Informationsstelle zum Kulturerbe NIKE

52

Der Wert von Kulturerbe liegt hauptsächlich in seiner gesellschaftlichen Bedeutung. Diese wandelt sich stetig und wird nicht selten auch politisch vereinnahmt. Das zeigen die Zerstörungen in Syrien und Irak oder der Streit um Denkmäler in den USA. Solche Vorgänge fanden und finden auch hierzulande regelmässig statt – wie eine kleine Fallstudie aus Bern illustriert.

Das Kulturerbe bildet einen Gegensatz zum Jetzt. Als Zeuge anderer Denkweisen, Spiegel anderer gesellschaftlicher und politischer Verhältnisse steht es im Spannungsfeld mit der Gegenwart. Es verkörpert alternative Anschauungen, andere mögliche Realitäten, die für spätere Zeiten mitunter provokant sein können. Die Menschen sind gefordert, darauf zu reagieren: Was bedeutet Kulturerbe für die eigene Gegenwart? Wie geht man damit um? Lässt es sich zeitgemäss weiterentwickeln? Und, nicht zuletzt: Was sagt unser Umgang mit dem Kulturerbe über uns aus? Zahlreiche immaterielle Inhalte werden durch das Kulturerbe vermittelt. An sie ist unsere Erinnerung geknüpft. Und damit dient Kulturerbe unserer Verankerung im Hier und Jetzt.

Diese Aspekte zeigt exemplarisch der Christoffelturm, der heute nicht mehr existiert. Der Christoffelturm war Teil der Toranlage, die den westlichen Zugang zur mittelalterlichen Stadt Bern bildete. Ursprünglich im 14. Jahrhundert rund 15 Meter hoch errichtet, erhob er sich nach seiner 1454–1470 erfolgten Erweiterung auf eine Höhe von 55 Metern – eine der monumentalsten Toranlagen der Eidgenossenschaft. Seinen Namen erhielt er von der 11 Meter hohen Figur des heiligen Christophorus, die in einer Wandnische auf der Stadtseite angebracht war. Das beeindruckende Bauwerk wurde 1865, nach heftigen Kontroversen, abgebrochen. Heute erinnern nur noch Fundamentreste sowie ein Abguss des spätgotischen Christophoruskopfes bei der Christoffelpassage, dem Südausgang der Bahnhofunterführung, an das mächtige Bauwerk.



Ein antidemokratisches Symbol? Der Christoffelturm war einst eine der imposantesten Toranlagen der Schweiz. Der Turm der Heiliggeistkirche (am linken Bildrand) vermittelt einen Eindruck der Dimensionen des Bauwerks. Das Bild zeigt das Bauwerk kurz vor seiner Zerstörung um 1865. (Burgerbibliothek Bern, FP.F.32)

Symbol politischer Machtkämpfe

Die Monumentalisierung der Toranlage im 15. Jahrhundert erfolgte nicht aus militärischen Gründen. Vielmehr war sie Mittel zur Selbstdarstellung. Besucher der Stadt sollten schon von weitem erkennen, dass es sich bei Bern

um einen mächtigen, selbstbewussten Stadtstaat handelte. Rund 400 Jahre später bestand diese Funktion nur mehr in der Erinnerung der Bevölkerung. Sie war aber umso bedeutender, da die junge Demokratie des knapp 20-jährigen Bundesstaats auf der Suche war nach einem angemessenen Selbstbild. Der Christoffelturm wurde zum Gegenstand, an dem sich die politischen Auseinandersetzungen zwischen Konservativen und Radikalen kristallisierten. Sahen Erstere in ihm einen Zeugen der grossen Zeit Berns (an die anzuknüpfen wäre), so galt er andererseits als «alter Zopf» der Patrizierzeit. Folglich plädierten die Konservativen für die Erhaltung des Turms, die Radikalen jedoch für dessen Abbruch, da er dem Fortschritt im Wege sei. Die Entscheidung am 15. Dezember 1864 erfolgte äusserst knapp. Gerade einmal vier Stimmen gaben den Ausschlag: Mit 415 zu 411 Stimmen wurde der Abbruch des Christoffelturms beschlossen.

Betrafen die Argumente dieser in den Jahren 1863/64 geführten Debatte auch ästhetische (Wahrzeichen der Stadt oder hässlicher Koloss) oder praktische Aspekte (Verkehrshindernis), so wird aus heutiger Sicht deutlich, dass der Christoffelturm zum Symbol wurde, an dem sich die politische Haltung zu den Herrschaftsverhältnissen der Vergangenheit und der eigene Umgang damit zeigen sollte. Konkret hiess das, entweder den Turm und damit einen Zeugen der feudalen Herrschaft zu erhalten, oder aber ihn zu beseitigen und so zu signalisieren, dass man sich mit Nachdruck davon distanzierte.

Abriss und Renaissance

Exemplarisch dafür ist die Person Jakob Stämpfli. Stämpfli (1820–1879) war als Berner Regierungs-, National-, kurzzeitig Stände- und schliesslich Bundesrat politisch tätig. Er gilt als einer der bedeutendsten Schweizer Politiker des 19. Jahrhunderts, der den modernen Bundesstaat massgeblich prägte. Er kämpfte an vorderster Front gegen den Christoffelturm, weil er sich für Rechtsgleichheit und Ausweitung der politischen Mitsprache der Bevölkerung einsetzte. Der Christoffelturm war somit letztlich ein Opfer für die Demokratie. So gesehen ein Umgang mit dem Kulturerbe, mit dem wir uns heute identifizieren könnten. Indes fragte man sich schon bald nach dem Abriss der Toranlage, ob die Entscheidung richtig gewesen war. Die Entfernung des Symbols hinterliess eine reale Leerstelle im Stadtgefüge.

Die Geschichte des Christoffelturms ist damit noch nicht zu Ende, im Gegenteil: In naher Zukunft wird sie um ein Kapitel reicher. Dann wird der Turm mit Hilfe modernster holografischer Technik erlebbar gemacht und somit virtuell auferstehen. Eine weitere Form des Umgangs mit dem Kulturerbe schliesst sich den bisherigen

an. Und macht einem bewusst, dass dessen Bedeutung für uns alle sich wiederum gewandelt hat. Beständig ist indes die Bedeutung an sich: Sie lässt uns erkennen, wer wir sind. Dies geht weit über das Materielle hinaus und kann eigentlich kaum überschätzt werden.

Zu den Autoren

Cordula M. Kessler



Dr. Cordula M. Kessler ist Kunsthistorikerin und Geschäftsführerin der Nationalen Informationsstelle zum Kulturerbe NIKE.

Boris Schibler



Boris Schibler, lic. phil., hat Ägyptologie und Architekturgeschichte studiert und arbeitet als Redaktor in der Nationalen Informationsstelle zum Kulturerbe NIKE.

Weitere Informationen

Christoffel reloaded – die virtuelle Wiederauferstehung des Christoffelturms beim Berner Bahnhof: 29.09., 20.10. und 03.11.2018, jeweils 19.30–ca. 22 Uhr. Weitere Informationen: www.nike-kulturerbe.ch → Kulturerbejahr 2018 → Kulturerbe total → Flyer (PDF) oder www.lasuissexistepas.ch

Literaturhinweis

Archäologischer Dienst Bern (Hrsg.). *Bern Bahnhofplatz: Christoffelpassage*. Bern 2008 (Informationsflyer mit weiteren Literaturangaben); Download unter: www.erz.be.ch/erz/de/index/kultur/archaeologie/fundstellen/bern_mittelland/bern_hauptbahnhofchristoffelpassage.assetref/dam/documents/ERZ/AK/de/Archaeologie/adb-bern-christoffel-fb-de.pdf (11.01.2018)

Der Boden als kulturelles Gedächtnis

Thomas Reitmaier, Archäologie Schweiz

54

Archäologie erforscht auf der Basis materieller Hinterlassenschaften die Kultur und das Leben früherer Generationen, von den Anfängen der Menschheit bis in unsere Tage. Sie hilft damit den Menschen, ihre Geschichte und Herkunft zu verstehen und die Zukunft zu gestalten: Woher kommen wir, wohin gehen wir?

Im heimischen Boden liegt ein wesentlicher Teil unseres kulturellen Erbes. Jede Generation hat darin Bruchstücke ihrer Existenz hinterlegt (Abb. 1). Darüber entwickelt sich unser Lebensraum weiter. Dieser stete Wandel gestattet regelmässig Einblicke in die Vergangenheit. Faszinierendes, Alltägliches, Ergreifendes, Erschreckendes, Seltsames und Seltenes wird dabei sichtbar. Die Archäologie hat es sich zur Aufgabe gemacht, die verschütteten Erinnerungen freizulegen, sie zu sichern und zu erhalten. Sie versucht, die in den materiellen Spuren verborgenen Botschaften aus der Vergangenheit in unsere Zeit zurück-



Abb. 1 | Jahrhunderte in Zeitschichten – Archäologische Rettungsgrabung in der Churer Münzmühle (Foto: Archäologischer Dienst Graubünden).

zubringen, sie zu entziffern und daraus Geschichte und Geschichten zu machen. Die Themen sind dabei ebenso vielfältig, ja unbegrenzt wie das menschliche Leben selbst. Es geht ja schliesslich um das Menschsein, um den Menschen in all seinen Facetten und mannigfachen Regungen.

Das Wissen von den alten Dingen

Archäologie ist daher niemals die gierige Suche nach sensationellen Einzelfunden, sie ist keinesfalls wilde Schatzgräberei. Immer und vor allem geht es um den Kontext, um den Befund, der ein übergeordnetes Verstehen und besseres Begreifen der Zusammenhänge ermöglicht. Die wirklichen Schätze der Archäologie sind Erkenntnisse, Geschichten und Einsichten, die uns neugierig, oder besser altgierig machen, die uns selbst bereichern und inspirieren, die uns staunen, rätseln und lernen lassen. Und die uns so im besten Fall auch Hilfestellung bieten für die Probleme unserer Zeit. Das mag in den Augen mancher Kritiker anmassend, völlig unnötig oder blosser Liebhaberei von Opfern der eigenen Leidenschaft sein. Es steht jedoch ausser Frage, dass die menschliche Suche nach dem tieferen Sinn des Lebens, nach dem Bewusstsein, nach dem Woher und Wohin, ihren Ausgangspunkt im Grunde schon vor vielen Jahrtausenden genommen hat. Archäologie im übertragenen Sinn ist also mit Sicherheit mehr als schöngestiger Luxus, mehr als ein notwendiges Übel einer satten Wohlstandsgesellschaft. Es ist eine weitere kulturelle, kultivierte Ausdrucksform unseres Menschseins, des homo sapiens schlechthin.

Umso ernüchternder ist es, dass wir tagtäglich auch in unserem Gebiet mit dem fortschreitenden, aber wenigstens mehrheitlich kontrollierten Verlust von Denkmälern konfrontiert sind (Abb. 2). Die katastrophalsten Auswüchse einer totalen Zerstörung, einer ultimativen Auslöschung von Erinnerungskultur werden uns zurzeit aber nirgends so drastisch vor Augen geführt wie im Nahen und Mittleren Osten. Der unvorstellbare menschliche Leid bringende Krieg geht dort einher mit einer systema-



Abb. 2 | Archäologische Rettungsgrabung im Anstaltsfriedhof Cazis-Realta aus dem 19. Jahrhundert (Foto: Archäologischer Dienst Graubünden).

tischen Vernichtung aller kulturellen Wurzeln und Errungenschaften, die auch die Fundamente unserer eigenen jahrtausendealten Zivilisation darstellen. Schändung, Plünderung und Ausrottung von Kultur sowie illegaler Handel mit Raubgut lassen sich schon früh in der Geschichte der Menschheit beobachten. Deutlich wird dabei, dass die psychische und mittelfristig auch physische Wirkung derartiger Verbrechen keinesfalls zu unterschätzen ist. Kulturdenkmäler als Erinnerungsorte sind ein wertvoller Erfahrungsschatz, sie verkörpern Wissen: Wissen, das unabdingbare Voraussetzung ist, um Innovation weiter voranzutreiben.

Die Zukunft der Archäologie

Diesen Themenkreisen und Ansprüchen muss sich eine erfolgreiche Schweizer Archäologie stellen, um auch und gerade in Zeiten grosser Herausforderungen bestehen zu



Abb. 3 | Das Interesse an Archäologie ist anhaltend gross. Hier bei einer Führung in der spätantiken Begräbniskirche St. Stephan in Chur (Foto: C. Hochholding, Rätisches Museum).

können. Veränderungen in Klima und Umwelt, Migrationen, Innovationen, Ideologien und Revolutionen und vor allem das Zusammentreffen und -leben von Kulturen, Religionen und Menschen sind Phänomene, die wir in unterschiedlichen Massstäben, Zeiten und Räumen auch in der Vergangenheit beobachten können. Die Archäologie als historische Kulturwissenschaft sollte die Komfortzone also tunlichst verlassen und sich, ohne Anbiederung, Gehör verschaffen in den aktuellen Diskussionen, in Zeiten von Fake News, Realitätsverweigerern und Populisten (Abb. 3). «The future of archaeology lies in the process of connecting it with the big issues currently facing mankind», so hat dies der Präsident der Europäischen Archäologen unlängst ausgedrückt: Die Zukunft der Archäologie liegt in der Verbindung mit den grossen Themen, welchen die Menschheit derzeit gegenübersteht. Auch dafür gilt es das Kulturerbejahr 2018 zu nutzen!

Zum Autor

Thomas Reitmaier



Dr. Thomas Reitmaier, geb. 1977, war fünf Jahre archäologischer Taucher bei der Stadt Zürich und fünf Jahre wissenschaftlicher Mitarbeiter an der Universität Zürich. Seit 2012 ist er Kantonsarchäologe von Graubünden. Zudem ist er aktueller Vizepräsident von «Archäologie Schweiz» und der «Konferenz Schweizer Kantonsarchäologinnen und

Kantonsarchäologen». Zurzeit forscht er archäologisch in europäischen/Schweizer Gebirgen (Alpen) sowie im marokkanischen Atlas.

Kulturerbe beim Burgenverein

Daniel Gutscher, Präsident des Schweizerischen Burgenvereins

56

Burgen sind weithin sichtbare Zentren territorialer Herrschaft. Unabhängig von ihrem Erhaltungszustand sind sie daher wichtige Zeugen. Der Sensibilisierung von Jung und Alt für die rund 4000 Objekte dieser Art und das Wissen über das einstige Leben hat sich der 1927 gegründete Schweizerische Burgenverein seit je verschrieben. Sie ist auch eines der Ziele des Kulturerbejahres 2018.

Schlösser und Burgen, selbst bloss noch als Ruinen oder gar mysteriöse Erhebungen im Gelände erhalten, faszinieren Jung und Alt. Wie oft dreht sich nicht Spuk, Verwünschung oder goldglitzernder Segen um eine längst verschwundene Burg? Aber auch für faktenbewusste Zeitgenossinnen und Zeitgenossen sind Burgen bedeutsam. Es gibt keine, die allein lokalen Charakter besessen hätte. Burgenbau ist immer weithin sichtbares Zeichen einer sich formenden oder bereits überregionalen Anspruch erheischenden Herrschaft. Burgen haben es also in sich: Sie sind als dreidimensionale Relikte Baudenkmäler von regionaler Bedeutung, aber zumeist auch Zeugen des immateriellen Kulturerbes, weil sich viel kollektive Erinnerung an ihnen festmacht. Die mir gestellte Frage: «Unter welchen Umständen ist eine Burg ein Kulturerbe?» kann daher einfach beantwortet werden: Unter allen Umständen.

Burgenerhaltung, aber wie?

Die Frage nach den Herausforderungen ist differenzierter zu beantworten. Die vom Burgenverein in Zusammenar-

beit mit Swisstopo herausgegebene Burgenkarte der Schweiz verzeichnet auf ihren zwei Blättern über 4000 Objekte vom noch belebten Schloss bis hin zur bloss noch als Geländespur oder sogar bloss noch laut mündlicher Überlieferung vermuteten Anlage. Während auf einer als Geländeterrasse spürbaren einstigen Burg eine Einschränkung der Nutzung, z.B. ein Pflugverbot, ausreichenden Schutz bietet, müssen bei hoch aufragenden Mauerresten aufwendige Sicherungsarbeiten und bauliche Massnahmen in Angriff genommen werden, um das Objekt wenigstens für die beiden nächsten Generationen im Bestand zu überliefern.

Eine Burg bleibt für immer Kulturerbe

Kann sie diesen Status verlieren? Aus dem eingangs Gesagten erschliesst sich, dass die Frage zu verneinen ist. Selbst wenn eine Schlossanlage durch Verlust ihrer Dächer zur Ruine wird und deren Mauern allmählich zerfallen, hat dies keinen Einfluss auf ihre historische Bedeutung. Selbst wenn die Brombeeren und Rosen das Gemäuer von Dornröschen überwachsen haben, bleibt die Bedeutung dieselbe: Es ist immer noch Dornröschens Schloss. Und wer weiss, vielleicht in hundert Jahren wird sich ein Prinz finden, der «Dornröschen wachküss» – oder übersetzt in die heutige Sprache: der die Initiative ergreift, um den geschichtsträchtigen Ort für die breite Öffentlichkeit wieder erlebbar zu machen, sei es durch Freilegung und Konservierung von Mauern oder durch Erschliessungen mit Wegen und Informationstafeln. Der Möglichkeiten sind viele ...

Um unsere Burgen in breiter Bevölkerung wachzuhalten, ist vor 90 Jahren der Schweizerische Burgenverein gegründet worden. Mit seinen 1000 Mitgliedern kümmert er sich um Erforschung der mittelalterlichen Kulturgeschichte und vermittelt – unterstützt durch die Schweizerische Akademie für Geistes- und Sozialwissenschaften (SAGW) – das entsprechende Wissen in seiner viermal jährlich erscheinenden Zeitschrift «Mittelalter – Moyen Age – Medio Evo – Temp Medieval» (MMMT) sowie in der international bekannten Buchreihe «Schweizer Beiträge zur Kulturgeschichte und Archäologie des Mittelalters» (SBKAM). Natürlich kommen dazu Führungen für Jung und Alt auf den zahlreichen Burgen.

Was tun wir im Kulturerbejahr 2018?

2018 ist als Kulturerbejahr ausgerufen worden. Ziel sind dabei die verstärkte Sensibilisierung der Öffentlichkeit und eine möglichst breit abgestützte Teilhabe der Bevölkerung am kulturellen Erbe. Da für Events jedoch kaum zusätzliche Mittel zur Verfügung stehen und unsere Vereinigung mit den Mitgliederbeiträgen jeweils nicht einmal ihre jährlichen Aktivitäten ohne Unterstützung durch Dritte umsetzen kann, werden wir kaum riesige Sprünge machen. In bewährten Partnerschaften werden wir auftreten – u.a. mit den Schweizer Schlössern, der Gesellschaft für Schweizerische Kunstgeschichte, der NIKE. Dabei setzen wir auch auf neue Medien, z.B. mit der App «swissquizz» (www.squizz.ch). Unsere – renovationsbedürftige – Website www.burgenverein.ch hält Sie auf dem Laufenden.

Zum Autor

Daniel Gutscher



Dr. Daniel Gutscher hat an der Universität Zürich Archäologie, Kirchen- und Kunstgeschichte studiert. 1984–2014 wirkte er zunächst als Mittelalterarchäologe, später als Gesamtleiter der Berner Kantonsarchäologie. Daneben wirkte er als Dozent an der Berner Fachhochschule, Präsident von ICOMOS Suisse und Mitglied der Schweizerischen UNESCO-Kommission. Den Burgenverein präsidiert er seit 2014.

Literatur

- Burgenkarte der Schweiz, Blatt West, Blatt Ost. Masstab 1:200 000. Bundesamt für Landestopographie und Schweizerischer Burgenverein (Hrsg.), Bern 2007.
- Armand Baeriswyl, Peter Niederhäuser (Hrsg.), Zeugen vergangener Macht und Herrschaft. Schweizer Burgen und Schlösser vom Mittelalter bis Heute, Schweizer Beiträge zur Kulturgeschichte und Archäologie des Mittelalters, Band 45, Basel 2017.

Theater als Schnittstelle von materiellem und immateriellem Kulturerbe

Beate Hochholdinger-Reiterer, Professorin für Theaterwissenschaft der Universität Bern und Vorstandsmitglied der Schweizerischen Gesellschaft für Theaterkultur (SGTK)

58

Gotthold Ephraim Lessing verweist bereits 1767 in seiner Ankündigung der «Hamburgischen Dramaturgie» auf die Schwierigkeiten, zwischen der Kunst des Schauspielers und der des Dichters zu unterscheiden, und stiftet eine für die Folgezeit relevante Terminologie, wonach die Schauspielkunst «in ihren Werken transitorisch»¹ sei.

Seit der Etablierung der Theaterwissenschaft als universitäre Disziplin vor etwa 100 Jahren ist der Umgang mit der Transitorik ihrer Untersuchungsgegenstände stete methodische Herausforderung geblieben. Als Kunstwissenschaft beschäftigt sich die Theaterwissenschaft von Beginn an mit Immateriellem: mit den historisch gewandelten Theorien über Theaterformen, mit deren Geschichte sowie mit der Analyse und Reflexion von Aufführungen, dem Vergänglichsten des Theaters. Je nach Thematik und Fragestellung greift sie auf unterschiedliche materielle, schriftliche, bildliche oder audiovisuelle Quellen zurück, die für die Schweiz vom neu fusionierten Schweizer Archiv der Darstellenden Künste (SAPA) gesammelt und bereitgestellt werden, und generiert in der Verschriftlichung etwas vom Theaterereignis gänzlich Unterschiedenes. Damit übernimmt sie neben der Funktion eines Archivs der transitorischen Künste gleichzeitig auch die Aufgabe der kritischen Prüfung und Interpretation.

Aufspüren, Dokumentieren und Interpretieren

Die Theaterwissenschaft stellt mit ihrer historischen und theoretischen Expertise Grundlagen für die Debatten um materielles und immaterielles Kulturerbe zur Verfügung. Implizit sind Überlegungen über das immaterielle Erbe der darstellenden Künste in die Prozesse der Kanonbil-

dung und der Dekonstruktion des Kanonischen, in die Marginalisierung einzelner Theaterformen sowie deren Rehabilitierung (z.B. populärkulturelle und volkstheatrale Phänomene, Figurentheater etc.) oder in die Diskurse über Episteme des Theaters eingeschrieben.²

Mit ihren Analysen und Reflexionen beteiligt sich die Theaterwissenschaft am Aufspüren, Dokumentieren und Interpretieren von Phänomenen, denen ihrerseits der Status eines immateriellen Erbes zukommen könnte: z.B. Praktiken und Techniken des Spiel(en)s, institutionelle Bedingungen von Theater, Konventionen und Innovationen der Aufführungspraxis, Repertoireentwicklung, identitätsstiftende Potenziale der darstellenden Künste, nationale wie internationale Bezugnahmen und Wechselwirkungen etc.

Schweizer Theatergeschichte in drei Bänden

Das 2005 in drei Bänden erschienene, mehrsprachige «Theaterlexikon der Schweiz» (TLS) versammelt Informationen zu Personen, Institutionen, Spielstätten und Sachbegriffen des Theaters in der Schweiz in Geschichte und Gegenwart.³ Es ist Archiv und Basis für theatergeschichtliche Darstellungen der vielfältigen, mehrsprachigen Schweizer Theaterlandschaft. Denn die Theatergeschichte der Schweiz differiert stark von den theaterhistorischen Entwicklungen ihrer deutsch-, französisch- und italie-

¹ Gotthold Ephraim Lessing: Werke und Briefe in zwölf Bänden. Hg. v. Wilfried Barner u.a., Frankfurt am Main 1985 ff., Bd. 6, S. 186.

² Vgl. u.a. Stefan Hulfeld: Theatergeschichtsschreibung als kulturelle Praxis. Wie Wissen über Theater entsteht, Zürich 2007; Beate Hochholdinger-Reiterer: Kostümierung der Geschlechter. Schauspielkunst als Erfindung der Aufklärung, Göttingen 2014; Milena Cairo u.a. (Hg.): Episteme des Theaters. Aktuelle Kontexte von Wissenschaft, Kunst und Öffentlichkeit, Bielefeld 2016.

³ Andreas Kotte (Hg.): Theaterlexikon der Schweiz TLS – Dictionnaire du théâtre en Suisse DTS – Dizionario teatrale svizzero DTS – Lexicon da teater svizzer LTS. 3 Bände, Zürich 2005. Online-Version: <http://tls.theaterwissenschaft.ch>



«Verdingbub» von Plinio Bachmann und Barbara Sommer, Uraufführung am Konzert Theater Bern, 2017.
Abgebildete SchauspielerInnen: Nico Delpy, Grazia Pergoletti, Jonathan Loosli, Andreas Matti.

nischsprachigen Nachbarländer. Eine eigenständige professionelle Schweizer Theaterszene etablierte sich erst im Verlauf des 19. Jahrhunderts; professionelles Theater in der Schweiz lebte stets vom Austausch mit anderen Nationen, war daher immer international ausgerichtet. Besondere Bedeutung kommt darüber hinaus neben der sehr vitalen Freien Szene den theatralen Praktiken aus den Bereichen Brauchtum, Politik und Religion zu, dem weitverbreiteten Amateurtheater sowie der Festspieltradition. Es ist gerade diese mehrsprachige und international wie lokal verortete Vielfalt, die als Besonderheit der Schweizer Theaterszene den Status eines immateriellen Kulturerbes verdient.

Erwartungen für das Kulturerbejahr 2018

Mit den Traditionen der Bühnenpraxis, der immer wieder neuen Aneignung des historischen Dramenrepertoires, der momentgebundenen Qualität des Performativen steht Theater an der Schnittstelle von materiellem und immateriellem Kulturerbe. Die SGK verspricht sich vom Kulturerbejahr 2018 Aufmerksamkeit und differenzierte Blicke auf diese Schnittstelle, an der sich das Zusammenspiel von ästhetischen und gesellschaftlichen Interaktionsweisen ebenso zeigt wie die Bedeutung von Kulturerbe für die Gestaltung und Reflexion der eigenen Gegenwart.

Zur Autorin

Beate Hochholding-Reiterer



Prof. Dr. Beate Hochholding-Reiterer ist Professorin am Institut für Theaterwissenschaft der Universität Bern. Zu ihren Forschungsschwerpunkten zählen Theater, Dramatik und Schauspieltheorien des 18., 20. und 21. Jahrhunderts, Geschlechterforschung, Theaterhistoriografie und Figurentheater.

Kultur erben: Von Dingen und Menschen

Sabine Eggmann, Schweizerische Gesellschaft
für Volkskunde, Basel

60

«Kulturerbe» ist ein weiter Begriff. Es erzählt Geschichte und vermittelt eine Kollektividentität. Aber wer entscheidet, was Teil der Geschichte wird? Kultur vererben ist gesellschaftliche Identitätspolitik.

Die aktuelle Begriffsbreite und -varietät zum Thema «Kulturerbe» ist bedeutend: Vom «(im-)materiellen Kulturerbe» über die «Volkskultur» bis zu den «lebendigen Traditionen» reichen unterschiedliche Versuche, um das zu definieren, was gestern noch Heutiges war, was heute von Gestern übrig geblieben ist. Dabei gilt: So konkret und real diese Phänomene auch sind – seien es Rituale, Feste, Bauernhäuser, Trachten oder auch das Handwerk –, so imaginiert bzw. erfunden ist ihre Bedeutung: Charakterisiert als althergebracht, im ländlich-alpinen Raum stattfindend und aus bäuerlicher Herkunft stammend, verortet und fixiert das «Kulturerbe» dieses zeitlich, räumlich und sozial. Es inszeniert und induziert eine (national-schweizerische) Kollektividentität, die inzwischen als historisches Konstrukt des 19. Jahrhunderts erkennbar geworden ist. Das Kulturerbe umfasst so – vielmehr als *vergangene* Geschichte – eine *erzählte* Geschichte: Eine lokale, naturnahe, harmonisch gemeinsame Welt kann und soll als Gegenmittel und Gegenwelt zur aktuellen, komplexen, technologisierten, urbanen, mobilen und individualisiert-modernen Gesellschaft dienen, denn dem Kulturerbe, der Volkskultur, der Tradition haftet der Mythos des Unantastbaren und Konstanten an. Mitverantwortlich für diesen – städtischen – Blick waren im Wesent-

lichen die Vertreter des neuen Bürgertums, die sich im Blick auf das Ländlich-Bäuerliche mehr für die Dauer und die Kontinuität (statt für den Wandel und die Dynamik) interessierten. Wenn auch die historischen und politisch-nationalen Wurzeln dieses idyllisierenden Konstrukts spätestens Ende des 20. Jahrhunderts freigelegt wurden, bleibt für die aktuellen (Re-)Aktivierungen weiterhin kritisch zu bedenken: Wer erzählt die Geschichte vom schweizerischen Kulturerbe; wer bestimmt, was als solches herausgehoben wird? Welche Interessen und Motivationen sind dabei leitend? Welche Ziele sollen damit verfolgt werden? Spätestens hier ist also zu explizieren: Vergangenheit ist nicht einfach Geschichte, Kultur ist nicht einfach Erbe; Kultur (ver-)erben ist gesellschaftliche Identitätspolitik.

Kulturerbe im Alltag

Verschieben wir die Blickrichtung von Kultur auf die Praxis, vom Erbe auf die Erben, dann rücken die Menschen ins Zentrum des Interesses. Bedeutsam werden dann die Fragen nach deren subjektbezogenem Alltag als ihr kulturelles Erbe: Wie haben die Menschen gelebt; was waren ihre Erfahrungen, ihre Vorstellungen, ihre Wertsysteme? Was war ihnen wichtig; wo gab es Schwierigkeiten, Hindernisse, Konflikte? Wie haben sie ihr Leben verdient; wie haben sie es wahrgenommen und was haben sie davon weitergegeben? Und: Von welchen sozialen, wirtschaftlichen, politischen, religiösen und historischen Zusammenhängen wurden ebendiese Erfahrungen und Praktiken bedingt und geprägt?

So gesehen schaffen sich die Menschen in ihrer alltäglichen Praxis wiedererkennbare Strukturen – sei es der Tages-, Jahres- oder Lebenslauf. Sie formulieren Antworten auf Fragen nach dem Sinn dieser Welt und des (eigenen) Lebens. Sie stellen eine gemeinsame Ordnung her: Wer gehört wie und warum (nicht) dazu? Was sind die allgemeingültigen Regeln? Wer ist höchste und letzte Instanz dieser Ordnung? All das ist das kulturelle Erbe; und in diesem Sinn unterliegt das Kulturerbe der historischen, gesellschaftlichen und persönlichen Dynamik, aus der sein Sinn erst entsteht. Damit sind wir mit dem Kulturerbe auch immer wieder vor neue Anforderungen gestellt: Wenn qua Kulturerbe Alltag, Struktur und Ordnung entworfen, ermöglicht und geschaffen werden, geht der Blick nicht nur zurück, sondern vor allem nach vorn, denn Kulturerbe ist gleichzeitig Ressource für die Zukunft: Kulturerbe ist das Material zur Wieder- und Weiterverwendung für neue, zeitgenössische und zeitbezogene Entwicklungen. Kulturerbe ist Potenzial; aber Kulturerbe verhindert auch, weil es in seinen oben genannten Funktionen auch ausgrenzt, weil es auch stigmatisiert und (negativ) sanktioniert.

Sensibilisierung für die Komplexität

An diesem Punkt drängen sich konsequent mehrere Fragen auf: Welche konkrete Gesellschaft wird mit dem kulturellen Erbe gestaltet, und wer wird an dieser Gestaltung beteiligt? Wie breit ist die verbindliche Ordnung im Sinne und in Form gutschweizerischer «Konsenskultur» aus- und verhandelbar? Und wie weit sind unterschiedliche

Zur Autorin

Sabine Eggmann



Dr. Sabine Eggmann studierte Volkskunde/ Europäische Ethnologie, Alte Geschichte und Lateinische Philologie an der Universität Basel, wo sie auch ihre Promotion zum zeitgenössischen Kulturbegriff abschloss. Dem Studium folgten eine Assistenz am Basler Seminar für Volkskunde/ Europäische Ethnologie, diverse Forschungsprojekte und

Gastlehraufträge an verschiedenen volkskundlich-kulturwissenschaftlichen Instituten (Basel, Frankfurt, Graz, Hamburg, Kopenhagen, Zürich) sowie Lehraufträge im Masterprogramm Kulturmanagement an der Universität Basel und am Institute of Advanced Study in the Humanities and the Social Sciences (IASH), Bern. Zurzeit ist sie als Geschäftsleiterin der Schweizerischen Gesellschaft für Volkskunde (SGV) tätig.

Praxen und (Wert-)Vorstellungen Ressource für eine komplexe, vielstimmige und kritische Gesellschaft?

Gerade darin liegt allerdings die Chance des Kulturerbejahres 2018: Eine kritische Reflexion der Dynamik und eine Sensibilisierung für die Komplexität des Kulturerbes ermöglichen und vertiefen die Diskussion über die Geschichten einer schweizerischen Gesellschaft, die wir uns als Kulturerben von Menschen und Dingen erzählen.

Patrimoine numérique – patrimoine dématérialisé

Nicole Bauermeister, directrice de la Société d'histoire de l'art en Suisse

62 Fondée en 1880, la Société d'histoire de l'art en Suisse est la plus ancienne société d'utilité publique du pays toujours active dans le domaine culturel. Elle a pour tâche de mettre en valeur le patrimoine bâti national et de garantir son avenir en informant d'une manière fiable, novatrice et adaptée aux besoins de chacun.

Quand on parle de patrimoine, on pense patrimoine matériel ou immatériel. Pour ma part, j'aimerais évoquer le «patrimoine dématérialisé», à savoir un patrimoine concret – l'architecture du pays – rendu accessible à tous plus largement et plus efficacement grâce à l'apport pertinent des nouvelles technologies.

La numérisation permet de transporter l'équivalent d'une bibliothèque dans sa poche. Mais pas uniquement. Les nouvelles technologies permettent d'aller au-delà de l'écrit: en fournissant des contenus multimédias (photographies, vidéos, 3D, audio), géolocalisés, elles permettent de s'approcher au plus près de la réalité du patrimoine, qu'on soit en face de lui ou à l'autre bout du monde.

De la publication numérique à la photo 360 degrés
Depuis 2010, la Société d'histoire de l'art en Suisse (SHAS) a pris le virage du numérique et a enrichi son offre centenaire au point d'être devenue une association pionnière dans ce domaine.

- Les publications numériques PDF et ePub s'ajoutent presque systématiquement aux publications imprimées.
- La topographie artistique étant le maître-mot des activités historiques de la SHAS, une fonction de géolocalisation (avec vues satellites et vues au niveau des rues) a été introduite dans la version numérique des «Monuments d'art et d'histoire de la Suisse», ce qui permet de mieux comprendre les bâtiments dans leur contexte. Des liens sur les bases de données de référence que sont le *Dictionnaire historique de la*



Réalité augmentée de l'application pour smartphone «Swiss Art To Go».

Suisse et le Dictionnaire SIKART sur l'art en Suisse contribuent à la contextualisation sociale et historique des bâtiments.

- Des photos 360 degrés d'espaces intérieurs sont proposées; elles sont destinées aux tablettes et aux casques de réalité virtuelle, mais sont également prises en charge par les ordinateurs de bureau. Elles s'adaptent aux déplacements du visiteur, avec le son ambiant, favorisant ainsi des visites totalement immersives. Dans une large mesure, elles permettent de recréer l'émerveillement d'une visite physique des lieux.
- Des films ou des photos 360 degrés d'objets phares sont produits en rapport avec le contenu des publications. Très utiles pour compléter un inventaire, ces prises de vue permettent de donner à voir de façon détaillée des chefs d'œuvre souvent difficilement accessibles au public.
- Sur demande, la SHAS fournit des déclinaisons numériques interactives de ses guides, destinées aux enfants.
- La SHAS a développé Swiss Art To Go, une application pour smartphone unique en son genre, consacrée à l'art et l'architecture de notre pays. Comportant quelque 40 000 points d'intérêt géolocalisés dans toute la Suisse, elle offre un module de réalité augmentée et des propositions d'itinéraires adaptés aux goûts de chacun.
- Cette application se décline dans les langues nationales et en anglais. Une version gratuite a été lancée récemment, avec environ 600 points d'intérêt par langue; elle est également disponible en chinois.

Faire vivre le patrimoine culturel

Les nouveaux médias constituent donc désormais une part essentielle de l'offre scientifique de la SHAS. La collection historique des «Monuments» est du reste en cours de numérisation, le but étant de créer pour le patrimoine bâti un outil de référence dématérialisé équivalent en importance à la collection imprimée, et complémentaire aux bases de données nationales évoquées ci-dessus.

Ces innovations ont pour résultat de faire vivre le patrimoine culturel dans la réalité d'aujourd'hui, y compris sous la forme «augmentée» que la technologie nous offre. Et il est finalement assez paradoxal de constater à quel point les outils numériques – évanescents par essence – peuvent contribuer à la pérennisation d'une réalité aussi matérielle que celle du patrimoine artistique et bâti.



Des photos 360 degrés d'espaces intérieurs s'adaptent aux déplacements du visiteur.

L'auteure

Nicole Bauermeister



Nicole Bauermeister est titulaire d'une licence ès lettres (littérature française, histoire de l'art et archéologie) et d'un CAS en management et gestion publique. Elle dirige la Société d'histoire de l'art en Suisse depuis juin 2010. Au sein de la Société d'histoire de l'art en Suisse, ses activités portent sur la défense et la mise en valeur du patrimoine

artistique et bâti de Suisse. Ces activités s'appuient notamment sur le lien dynamique entre édition traditionnelle et édition numérique, sur les développements offerts aux sciences humaines par les nouvelles technologies, mais aussi sur des projets artistiques de transmission des savoirs.

Handschriften – das unentdeckte Kulturerbe

Christoph Flüeler, Projektleiter e-codices

64

In etwa hundert schweizerischen Bibliotheken schlummern Schätze, die bisher wenig von der breiten Öffentlichkeit wahrgenommen wurden. Es sind Schätze, die unsere kulturelle Erinnerung enthalten und aus denen die Vergangenheit am unmittelbarsten zu uns spricht. Es handelt sich dabei um etwa 7500 mittelalterliche Codices aus dem 8. bis 15. Jahrhundert.

Die traditionelle Rolle der Bibliotheken ...

Bibliotheken speichern Wissen und erschliessen dieses einem bestimmten Personenkreis. Einige Bibliotheken richten sich an einen grossen Personenkreis, andere an einen eher kleinen. Privatbibliotheken sind überhaupt nicht öffentlich.

Die Handschriften haben jedoch in allen öffentlichen Bibliotheken einen Sonderstatus. Sie werden in Sonder-sammlungen aufbewahrt und als besonders wertvoller Schatz, ja meistens als wertvollster Schatz dieser Bibliothek, werden sie nur einem ganz kleinen Personenkreis von Spezialisten zur Ansicht gegeben. Die wertvollsten darunter werden sogar noch stärker unter Verschluss gehalten, weil jede Einsicht eine potenzielle Abnützung bewirken könnte.

In dieser Hinsicht unterscheidet sich dieses unbestritten zentrale Kulturerbe grundlegend von demjenigen, das in Museen aufbewahrt wird. Selbst wenn lange nicht alles, was im Depot von Museen aufbewahrt wird, in Ausstellungen gezeigt werden kann, sind Museen ausdrücklich zu diesem Zweck errichtet worden, diese Kulturgüter einer breiten Öffentlichkeit zugänglich zu machen und sie als Kulturerbe zu vermitteln. Vermittlung ist ein Kerngeschäft der Museen, das traditionell gesehen nicht zu den Handschriften zu passen scheint. Wenn im Zusammenhang mit Handschriften von Vermittlung gesprochen wird, dann eher von der Vermittlung einer wertvollen Handschrift eines Antiquars an einen potenziellen Kunden.

... wird durch die digitalen Bibliotheken neu definiert ...

Diesen fast schon elitären Zugang zu Wissen und diesen restriktiven Zugang zu einem zentralen Teil des europäischen Kulturerbes hat die Digitalisierung verändert. Handschriften werden seit etwa zehn Jahren digitalisiert und auf dem Internet für eine breite Öffentlichkeit erschlossen. Für die Handschriften ist dies eine Revolution und eine Befreiung. Ein Kulturerbe, das bisher nur wenigen Forschern zugänglich war, kann zumindest in digitaler Form, eben in Form von digitalen Handschriften, zu einem öffentlichen Gut gemacht werden.

In der Schweiz sind dank der digitalen Handschriftenbibliothek e-codices, die seit 2006 auch von der SAGW mit kleinen, aber durchaus effektiven Beiträgen unterstützt wird, schon etwa 20 Prozent der mittelalterlichen Handschriften erschlossen worden. Daran beteiligt sind mehrere hundert Forscher nicht nur der Schweiz, sondern aus der ganzen Welt. Genutzt aber wird das Angebot nicht nur von Forschern, sondern die grosse Besucherzahl von mehr als 200 000 Besuchen im Jahr zeigt, dass das Angebot regelmässig und intensiv von einer wachsenden Anzahl von Personen geschätzt wird.

... und einer neuen Aufgabe zugeführt

Der neue Interessentenkreis zeigt dabei durchaus neue Interessen, wie zum Beispiel die Aktivitäten in den sozialen Medien zeigen. Dort werden Abbildungen aus mittelalterlichen Handschriften frisch-fröhlich geteilt und kommentiert. Eine Seite wie «Discarding Images» auf Facebook mit derzeit 119 145 «Gefällt mir»-Angaben (Stand 6. Dezember 2017) entwickelt so einen neuen Blick auf die Handschriften. Dieser ist häufig verspielt und witzig. Dabei wird auf Details in den Handschriften verwiesen, die mittelalterliche Besitzer ebenso erfreut haben dürften wie unsere neuen Nutzer: ein Ritter auf einem Hahn reitend oder eine Schnecke zähmend, Ratten mit



Engel oder Seelen fischender Dämon. Bild aus e-codices, der virtuellen Handschriftenbibliothek der Schweiz.

Brüsten, Trompeten blasende Delphine, ein Laute spielendes Skelett, das erstaunlich Keith Richards gleicht, ein Affe als Denker oder Engel fischende Dämonen (Genève, BGE, Ms. fr. 182, f. 162v, siehe Abbildung). Der Handschriftenforscher staunt und amüsiert sich ebenfalls, da auch er bisher eine eher schmale Diät an erheiternden Abbildungen geniessen konnte, und wird gleichzeitig herausgefordert.

Handschriften sind natürlich mehr als unterhaltende Bordüren. Dies zu vermitteln, wird nun eine Aufgabe der Spezialisten, die natürlich den Spass nicht verderben möchten. «Handschriftenvermittlung» – ein Begriff, der in der Handschriftenforschung bisher nicht existierte (googeln Sie mal!) – könnte zu einer neuen Aufgabe werden. Sie könnte von den Rändern zu Inhalten führen, von den digitalen Surrogaten zu den Originalen, und damit das neuerdings geweckte Interesse an diesem zentralen Kulturerbe pflegen.

Zum Autor

Christoph Flüeler



Prof. Dr. Christoph Flüeler hat 2005 mit e-codices (www.e-codices.ch) die erste digitale Bibliothek der Schweiz gegründet und bereitet zusammen mit Dr. Marina Bernasconi Reusser für 2020 eine nationale Ausstellung über die schönsten Handschriften der Schweiz vor.

Publikationshinweis

- 66 Nationale Informationsstelle zum Kulturerbe NIKE / BAK / ICOMOS (Hrsg.): **«Nützlich oder überflüssig? Die Leitsätze zur Denkmalpflege in der Schweiz. Nécessaires ou superflus? Les principes pour la conservation du patrimoine culturel bâti en Suisse»**

Die «Leitsätze zur Denkmalpflege in der Schweiz» wurden 2007 als Grundlage für die Arbeit am Denkmal formuliert. Nach zehn Jahren stellen sich Fragen zu ihrer Bedeutung, ihrem Gebrauch und ihrem Nutzen: Ist die Bedeutung heute noch die gleiche, und welche Rolle spielen die Leitsätze für die verschiedenen Fachbereiche in Denkmalpflege und Archäologie? Wie, wann und wo lassen sie sich im Alltag einsetzen? Erleichtern sie das Fällen und Vermitteln von Entscheidungen? ISBN 978-3-7965-3706-6, Schwabe Verlag

<http://www.schwabe.ch/schwabe-verlag/buecher/buchdetails/nuetzlich-oder-ueberfluessigdie-leitsaetze-zur-denkmalpflege-in-der-schweiz-30672/>

LA SUISSE EXISTE
LA SUISSE N'EXISTE PAS

PATRIMOINE2018
KULTURERBE2018
PATRIMONIO2018
PATRIMONI2018

Kulturerbe total Les multiples facettes du patrimoine

Eine wissenschaftliche Veranstaltungsreihe, unterstützt von der Schweizerischen Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften (SAGW) und durchgeführt von ihren Mitgliedsgesellschaften

Une série de manifestations scientifiques soutenue par l'Académie suisse des sciences humaines et sociales (ASSH) et organisée par ses institutions membres

Weitere Informationen / Informations supplémentaires

www.lasuissexistepas.ch

67



16. Februar 2018 / 18.15 Uhr
Stiftung Bibliothek Werner Oechslin, Einsiedeln
Bibliothek als Wissensform
Stiftung Bibliothek Werner Oechslin



26. April 2018 / 18.15–20.00 Uhr
Start: Kaserne, Klybeckstrasse, Basel
Mit historischen Fotografien auf den Spuren des (im-)materiellen Kulturerbes: Ein Stadtspaziergang
SGV



25. mai 2018 / 9h à 18h45
Université de Lausanne
Extra-museo. Les collections d'art en main publique
Extra-museo. Die Kunstsammlungen in öffentlicher Hand
SIK-ISEA / UNIL, Histoire de l'art



4 juin 2018 / 9h à 16h
Laténium, Hauterive
Quelles perspectives pour la durabilité dans les sites inscrits au patrimoine mondial en Suisse?
SEG-SSE / Commission Suisse pour l'UNESCO



24 juin 2018 / 11h et 15h
Promenade à travers Genève
Lieu de départ: Hôtel de Ville, Genève
Des sons et des espaces de concert à Genève.
Promenade musicale
SMG-SSM / GSK-SHAS



30 août 2018 / 12h à 18h
Chexbres, Domaine des Faverges
Vignobles de Lavaux: le paysage comme ressource
NIKE



7. September 2018 / 09.00–19.30 Uhr
Gotthardpass
Gotthard: Passage und Symbol im Wandel
NIKE / VINTES



8. September 2018 / 09.30–18.30 Uhr
Archiv für Zeitgeschichte, Hirschengraben, Zürich
Kolloquium: Orte der Versicherung / Versickerung: Auswählen – sichern – erschliessen – publik machen
Schweizerische Gesellschaft für Symbolforschung / Schweizerische Gesellschaft für Kulturwissenschaften



12. September 2018 / 12.00–19.00 Uhr
Neuthal, Bâretswil
Neuthal: Textile Tradition und Innovation in alten Bauten
NIKE



18. September 2018 / 13.00–19.00 Uhr
Novartis Campus, Basel
Novartis Campus: Fördert Architektur Innovation?
NIKE



22. September 2018 / 14.00–20.00 Uhr
Universität Zürich
Mémoires fragiles. Conserving Orientalist Architecture in Switzerland and beyond
SGMOIK-SSMOCI / ICOMOS Suisse



29. September 2018 / 19.30 Uhr
20. Oktober 2018 / 19.30 Uhr
3. November 2018 / 19.30 Uhr
Bahnhofunterführung und Bahnhofplatz Bern
Christoffel reloaded – Die virtuelle Wiederaufstellung des Christoffelturms beim Berner Bahnhof
NIKE / Schweizerischer Burgenverein / ADB



28. Oktober 2018 / 10.00–17.00 Uhr
Ballenberg, Freilichtmuseum der Schweiz
«Chlefele, Löffele, Bäsele» – Volksmusikakzente mit Konzerten, Stubeten und Mitmachaktivitäten
Ballenberg / VSV / NIKE



8. November 2018 / 19.00 Uhr
SAPA, Schanzenstrasse, Bern
Geschichte(n) rund ums Schweizer Figurentheater
SGTK / SAPA / ITW

NIKE

National Forum Existence / L'ÉTAT EXISTE
De l'existence à l'existence / L'EXISTENCE À L'EXISTENCE
L'EXISTENCE À L'EXISTENCE / L'EXISTENCE À L'EXISTENCE
www.nike-4.ch

Schweizerische Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften
Académie suisse des sciences humaines et sociales
Accademia Svizzera delle Scienze Umane e Sociali
Academia della Scienze Umane e Sociali
Swiss Academy of Human and Social Science
www.sagw.ch



akademien der
wissenschaften schweiz
www.akademien-schweiz.ch